

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois. Le préavis doit être notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président du sous-secteur de l'assistance en escale sur les aéroports.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 août 2017.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Zij kan door elk der partijen worden opgezegd middels een opzeggingstermijn van 3 maanden. De opzegging dient per aangetekend schrijven te gebeuren, gericht aan de voorzitter van de subsector van de afhandeling op luchthavens.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 augustus 2017.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205109]

29 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel de reconnaissance d'une partie du territoire de la ville de Malines comme centre touristique en exécution de l'arrêté royal du 9 mai 2007 relatif à l'occupation au travail le dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure situés dans les stations balnéaires et climatiques ainsi que dans les centres touristiques (1)

Le Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, l'article 14, § 2;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 2007 relatif à l'occupation au travail le dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure situés dans les stations balnéaires et climatiques ainsi que dans les centres touristiques, l'article 2, 3°;

Vu l'avis conforme du gouvernement flamand, donné le 22 septembre 2017,

Arrête :

Article unique. Est reconnue comme centre touristique, la partie du territoire de la ville de Malines qui se situe à l'intérieur du périmètre délimité par les enceintes, complété avec les rues autour de la gare de Malines.

Bruxelles, le 29 septembre 2017.

K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971,

Moniteur belge du 30 mars 1971.

Arrêté royal du 9 mai 2007,

Moniteur belge du 3 juillet 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205109]

29 SEPTEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot erkenning van een gedeelte van het grondgebied van de stad Mechelen als toeristisch centrum in uitvoering van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 betreffende de tewerkstelling op zondag in kleinhandelzaken en kapperssalons gevestigd in badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra (1)

De Minister van Werk,

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, artikel 14, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2007 betreffende de tewerkstelling op zondag in kleinhandelzaken en kapperssalons gevestigd in badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra, artikel 2, 3°;

Gelet op het eensluidend advies van de Vlaamse regering, gegeven op 22 september 2017,

Besluit :

Enig artikel. Wordt erkend als toeristisch centrum, het gedeelte van het grondgebied van de stad Mechelen dat zich bevindt binnen de perimeteer die wordt afgebakend door de vesten, aangevuld met de straten rondom het station van Mechelen.

Brussel, 29 september 2017.

K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971,

Belgisch Staatsblad van 30 maart 1971.

Koninklijk besluit van 9 mei 2007,

Belgisch Staatsblad van 3 juli 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2017/31281]

19 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est présenté à Votre Majesté pour signature vise à prévoir l'exécution réglementaire du système d'accréditation des médecins.

Dans son avis n° 61.677/2 du 10 juillet 2017, le Conseil d'État formule également des remarques concernant le projet d'article 122octies/7. Le Conseil d'État fait observer qu'il apparaît contradictoire d'attendre le mois qui suit la fin d'une période d'accréditation pour déchoir son titulaire du droit d'en bénéficier. La règle de principe devrait être que la déchéance prend cours le lendemain du jour où la déclaration de déchéance est notifiée au médecin concerné. Dans son avis, le Conseil d'État confond l'accréditation et le droit de prise en compte pour l'accréditation. L'accréditation même prend fin à partir du moment où certaines conditions ne sont pas remplies (article 122octies/1, § 2). Une nouvelle accréditation ne peut dès lors être accordée tant que ces conditions ne sont pas remplies. La déchéance est une exclusion de la possibilité d'adhérer au système, normalement du fait que le médecin n'a pas rempli les conditions requises en matière de formation continue.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2017/31281]

19 SEPTEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt ertoe een reglementaire uitwerking te voorzien voor het accrediteringssysteem voor artsen.

In haar advies nr. 61.677/2 van 10 juli 2017 geeft de Raad van State opmerkingen met betrekking tot ontworpen artikel 122octies/7. De Raad van State merkt op dat het tegenstrijdig lijkt om te wachten tot de maand die volgt op het einde van een accrediteringsperiode om de begunstigde vervallen te verklaren van zijn recht aanspraak op accreditering te maken, dat de grondregel zou moeten zijn dat het verval ingaat op de dag die volgt op de dag waarop aan de betrokken arts van de vervallenverklaring kennis is gegeven. In dit advies verwacht de Raad van State de accreditering met het recht om voor accreditering in aanmerking te komen. De accreditering zelf stopt van zodra aan bepaalde voorwaarden niet is voldaan (art. 122octies/1 § 2), een nieuwe accreditering kan ook niet worden toegekend zolang aan deze voorwaarden niet is voldaan. De vervallenverklaring is een uitsluiting van de mogelijkheid in het systeem te stappen, normaliter omdat de arts

La déclaration de déchéance ne peut normalement être prononcée qu'à l'échéance de la période au cours de laquelle le médecin a l'opportunité de se conformer aux conditions requises (de formation continue). Étant donné un retard possible dans la constatation de cette information, le projet prévoit la possibilité de ne déclarer la déchéance qu'après le premier jour du mois au cours duquel la dernière période d'accréditation a pris fin mais elle peut être fixée à la date antérieure. La déclaration de déchéance aura donc un effet rétroactif mais elle ne pourra porter préjudice aux droits acquis étant donné qu'elle prend cours après la fin de la période d'accréditation.

Toutes les autres remarques formulées par le Conseil d'État ont été prises en compte.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Avis 61.677/2 du 10 juillet 2017
de la section de législation du Conseil d'État

Un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Le 13 juin 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juillet 2017. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Martine Baguet et Bernard Blero, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane Tellier, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda Vogel, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juillet 2017.

Examen du projet
Observations générales

1. Ainsi que le précise la note au Comité de l'assurance du 15 avril 2016 et la note à la Commission nationale médico—mutualiste du février 2016, le projet d'arrêté royal examiné

« a pour objet de remédier à une situation juridique instable qui risque d'hypothéquer les décisions du Groupe de Direction de l'accréditation si elle n'est pas corrigée ».

En effet, notamment dans un arrêt *Naome*, n° 210.067, du 23 décembre 2010 du Conseil d'État, il a été constaté ce qui suit :

« Considérant que, saisie d'une demande d'avis sur le projet appelé à devenir l'arrêté royal du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ayant pour objet de régler l'accréditation des praticiens de l'art dentaire, la section de législation du Conseil d'État a donné, le 5 décembre 2006, un avis L 41.805/1 dans lequel on peut lire notamment ce qui suit :

'Observations générales

1. Plusieurs dispositions du projet attribuent des pouvoirs réglementaires au Groupe de direction Promotion de la qualité.

À cet égard, il faut rappeler que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public, en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que toute forme de contrôle parlementaire direct fait alors défaut. Les actes réglementaires de ce type sont en outre

niet aan de vereiste voorwaarden inzake navorming heeft voldaan. Deze vervallenverklaring kan normaliter ook pas uitgesproken worden nadat de periode waarin de arts de mogelijkheid heeft zich aan de (navormings)vereisten te conformeren, is verstreken. Aangezien het mogelijk is dat dit gegeven met vertraging wordt vastgesteld, wordt in het ontwerp bepaald dat het mogelijk is dat de verklaring zelf pas wordt uitgesproken na de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de laatst toegekende accrediteringsperiode een eind heeft genomen, maar toch vanaf die eerdere datum uitwerking heeft. De verklaring zal dus een retroactief effect hebben, maar kan geen afbreuk doen aan verworven rechten, doordat de vervallenverklaring na het einde van de accrediteringsperiode een aanvang neemt.

Aan alle overige opmerkingen van de Raad van State werd voldaan.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

Advies 61.677/2 du 10 juli 2017
van de afdeling wetgeving van de Raad van State

Een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Op 13 juni 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht, binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juli 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Martine Baguet en Bernard Blero, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane Tellier, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda Vogel, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juli 2017.

Onderzoek van het ontwerp
Algemene opmerkingen

1. In de nota aan het Verzekeringcomité van 15 april 2016 en in de nota aan de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen van februari 2016, wordt aangaande het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit het volgende gesteld :

"Het ontwerp van koninklijk besluit in bijlage heeft tot doel om een onstabiele rechtstoestand te verhelpen die de beslissingen van de Accrediteringsstuurgroep op het spel dreigt te zetten als hij niet wordt gecorrigeerd."

Met name in het arrest *Naome*, nr. 210.067 van 23 december 2010 van de Raad van State, is immers vastgesteld wat volgt :

"Considérant que, saisie d'une demande d'avis sur le projet appelé à devenir l'arrêté royal du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ayant pour objet de régler l'accréditation des praticiens de l'art dentaire, la section de législation du Conseil d'État a donné, le 5 décembre 2006, un avis L 41.805/1 dans lequel on peut lire notamment ce qui suit :

'Observations générales

1. Plusieurs dispositions du projet attribuent des pouvoirs réglementaires au Groupe de direction Promotion de la qualité.

À cet égard, il faut rappeler que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public, en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que toute forme de contrôle parlementaire direct fait alors défaut. Les actes réglementaires de ce type sont en outre

dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État. Échappent à cette interdiction de principe : les délégations limitées qui, en outre, sont à ce point techniques que l'on peut considérer que les organismes qui devront appliquer la réglementation en question sont les mieux placés pour mettre celle-ci au point en connaissance de cause et pour exercer la compétence ainsi déléguée. En aucun cas, les délégations de pouvoir réglementaire ne peuvent toutefois être autorisées lorsqu'elles concernent des parties essentielles de la réglementation en question.

Étant donné que le pouvoir réglementaire attribué dans les dispositions précitées au Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire concerne des aspects essentiels du règlement en projet, les délégations prévues ne peuvent s'appliquer et le règlement des matières visées doit – du moins pour l'essentiel – demeurer dévolu au Roi.

2. Pour l'agrément des organisateurs d'activités de formation complémentaire, l'agrément des organisateurs de sessions de peer-review, l'agrément des activités de formation complémentaire et de sessions de peer-review, ainsi que pour l'octroi de l'accréditation par le Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire, le projet ne comporte aucune disposition relative à la procédure à suivre. C'est également le cas en ce qui concerne les décisions du Groupe de direction précité relatives à des avertissements à donner, à la suspension d'un organisateur, à la suspension de l'octroi des honoraires forfaitaires d'accréditation ou à la suspension de l'accréditation.

Il est recommandé de compléter le projet par l'insertion des règles de procédure pour les matières précitées ;

qu'il ressort par analogie de cet avis qu'un organe tel que le groupe de direction de l'accréditation visé à l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne peut se voir attribuer la compétence de fixer, par voie réglementaire, les règles relatives à l'accréditation des médecins que dans une mesure très limitée ;

Considérant que l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne confère au groupe de direction de l'accréditation aucun pouvoir réglementaire ; que c'est cependant sur le fondement de cette disposition que ce groupe a fixé, par voie réglementaire, le délai d'accréditation à trois ans, délai dans lequel les conditions d'accréditation doivent être remplies pour en obtenir la prolongation ; qu'il ne peut être reproché à la requérante de ne pas se plier aux 'Conditions' relatives à l'accréditation adoptées par le groupe de direction de l'accréditation ; que celles-ci étant dépourvues de base légale, il n'en peut être fait application ; [...] ».

2. L'arrêté en projet a pour objet de modifier l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' afin d'y insérer les règles relatives aux conditions et à la procédure d'accréditation, conformément à l'article 36^{bis}, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994. Plusieurs dispositions du projet, à savoir les articles 122^{octies}/1^{er} (lire : 122^{octies}/1 dans la version française), §§ 1^{er} et 3, 122^{octies}/2, §§ 1^{er} et 2, 122^{octies}/4 et 122^{octies}/6, alinéa 1^{er}, en projet, confient néanmoins une compétence de nature réglementaire à la Commission nationale médico-mutualiste.

Ces dispositions contiennent des habilitations qui ne peuvent être confiées à un organisme public, dépourvu de responsabilité politique devant la Chambre des Représentants, et doivent en conséquence être confiées au ministre.

Le projet sera revu en conséquence.

3. Les observations particulières qui suivent sont formulées sous réserve des observations générales qui précèdent.

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre le mot « Notamment » .

Dans la version française du même alinéa, le mot « dans » sera remplacé par le mot « par ».

Dispositif

Article 1^{er}

1. À l'article 1^{er} du projet, les mots « le titre » seront chaque fois remplacés par les mots « l'intitulé ».

dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État. Échappent à cette interdiction de principe : les délégations limitées qui, en outre, sont à ce point techniques que l'on peut considérer que les organismes qui devront appliquer la réglementation en question sont les mieux placés pour mettre celle-ci au point en connaissance de cause et pour exercer la compétence ainsi déléguée. En aucun cas, les délégations de pouvoir réglementaire ne peuvent toutefois être autorisées lorsqu'elles concernent des parties essentielles de la réglementation en question.

Étant donné que le pouvoir réglementaire attribué dans les dispositions précitées au Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire concerne des aspects essentiels du règlement en projet, les délégations prévues ne peuvent s'appliquer et le règlement des matières visées doit – du moins pour l'essentiel – demeurer dévolu au Roi.

2. Pour l'agrément des organisateurs d'activités de formation complémentaire, l'agrément des organisateurs de sessions de peer-review, l'agrément des activités de formation complémentaire et de sessions de peer-review, ainsi que pour l'octroi de l'accréditation par le Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire, le projet ne comporte aucune disposition relative à la procédure à suivre. C'est également le cas en ce qui concerne les décisions du Groupe de direction précité relatives à des avertissements à donner, à la suspension d'un organisateur, à la suspension de l'octroi des honoraires forfaitaires d'accréditation ou à la suspension de l'accréditation.

Il est recommandé de compléter le projet par l'insertion des règles de procédure pour les matières précitées ;

qu'il ressort par analogie de cet avis qu'un organe tel que le groupe de direction de l'accréditation visé à l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne peut se voir attribuer la compétence de fixer, par voie réglementaire, les règles relatives à l'accréditation des médecins que dans une mesure très limitée ;

Considérant que l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne confère au groupe de direction de l'accréditation aucun pouvoir réglementaire ; que c'est cependant sur le fondement de cette disposition que ce groupe a fixé, par voie réglementaire, le délai d'accréditation à trois ans, délai dans lequel les conditions d'accréditation doivent être remplies pour en obtenir la prolongation ; qu'il ne peut être reproché à la requérante de ne pas se plier aux 'Conditions' relatives à l'accréditation adoptées par le groupe de direction de l'accréditation ; que celles-ci étant dépourvues de base légale, il n'en peut être fait application ; [...] ».

2. Het ontworpen besluit strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', met het oog op het invoegen daarin van de regels met betrekking tot de accrediteringsvoorwaarden en de accrediteringsprocedure, overeenkomstig artikel 36^{bis}, § 1, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994. Bij talrijke bepalingen van het ontwerp, inzonderheid bij de ontworpen artikelen 122^{octies}/1 (lees : 122^{octies}/1^{er} in de Franse tekst), § 1 en § 3, 122^{octies}/2, § 1 en § 2, 122^{octies}/4 en 122^{octies}/6, eerste lid, wordt echter een bevoegdheid van reglementaire aard opgedragen aan de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen.

Die bepalingen bevatten machtigingen die niet mogen worden verleend aan een openbare instelling, die geen politieke verantwoordelijkheid heeft ten aanzien van de Kamer van volksvertegenwoordigers, en moeten bijgevolg aan de minister worden verleend.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

3. De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de voorgaande algemene opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het eerste lid dient het woord 'inzonderheid' te worden weggelaten

In de Franse tekst van hetzelfde lid moet het woord "dans" worden vervangen door het woord "par".

Dispositief

Artikel 1

1. In artikel 1 van het ontwerp dienen de woorden "de titel" telkens te worden vervangen door de woorden "het opschrift".

2. Au même article, les mots « du chapitre I^{er} du titre II » seront insérés entre les mots « de la section XIV » et les mots « de l'arrêté royal ».

Articles 2 à 4

Le dispositif est la partie de l'acte qui contient les règles modifiant l'ordonnement juridique.

Les articles 2 et 3 du projet ne contiennent pas en tant que tels des dispositions réglementaires modifiant l'ordonnement juridique mais n'ont pour seul objet que d'explicitier la réorganisation de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 en fonction des modifications que le projet examiné y apporte.

Les articles 2 et 3 ne peuvent pas être admis au sein du dispositif du projet dès lors qu'ils n'ont, tels qu'ils sont rédigés, aucune portée normative.

La réorganisation de la section XIV peut être traduite de la manière suivante :

1° Il convient d'abord de remplacer les articles 2 et 3 du projet par les dispositions suivantes :

Art. 2. « Entre l'intitulé de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, et le sous-titre 'A. Organes d'accréditation pour médecins', inséré par le même arrêté royal, il est inséré une sous-section 1, intitulée 'Sous-section 1. Accréditation des médecins' ».

Art. 3. « Au sein de la sous-section 1 insérée par l'article 2, il est inséré, après l'article 122octies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, un sous-titre B, intitulé 'B. Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins', l'actuel sous-titre B ('Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire') devenant la sous-section 2, intitulée 'Sous-section 2. Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire', de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté ».

2° Il y a lieu, ensuite, de rédiger la phrase liminaire de l'article 4 comme suit :

« Au sein du sous-titre B ('Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins') de la sous-section 1 de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté, inséré par l'article 3, sont insérées les dispositions suivantes : ».

Ceci étant, il appartient à l'auteur du projet d'envisager l'adoption, pour l'accréditation des praticiens de l'art dentaire, de dispositions dont l'objet est similaire à celui du projet.

Article 4

Article 122octies/1^{er} en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les points seront remplacés par une énumération ;

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la version française, les deux points seront supprimés. Cette observation vaut également pour l'alinéa 3.

3. Au paragraphe 2, les mots « sont et » seront omis. Dans la version française, le mot « en » sera remplacé par le mot « d' ».

Article 122octies/2 en projet

1. La subdivision de l'article 122octies/2 en paragraphes sera abandonnée dès lors que chaque paragraphe ne contient qu'un alinéa

2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, l'abréviation « l'art. » sera remplacée par les mots « l'article ». Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 122octies/3 en projet

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « d'une durée de 12 mois » seront omis.

2. À l'alinéa 2, le mot « précédent » sera chaque fois remplacé par le mot « 1^{er} ».

Article 122octies/5 en projet

1. Observations relatives à l'ensemble de l'article :

a) les mots « [I]es périodes d'accréditation sont accordées selon les modalités suivantes » seront omis.

b) il n'est pas utile de donner un intitulé à une subdivision d'un article ; partant, les intitulés des paragraphes 1^{er} à 5 de l'article 122octies/5 en projet seront omis.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er} :

a) les points « 1. » et « 2. » seront omis ;

2. In hetzelfde artikel moeten de woorden "van hoofdstuk I van titel II" worden ingevoegd tussen de woorden "van de afdeling XIV" en de woorden "van het koninklijk besluit".

Artikelen 2 tot 4

Het dispositief is het gedeelte van een tekst dat de regels bevat die de rechtsordening wijzigen.

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp bevatten als dusdanig geen reglementaire bepalingen die de rechtsordening wijzigen, maar strekken uitsluitend tot het nader omschrijven van de reorganisatie van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 in het licht van de wijzigingen die daarin bij het voorliggende ontwerp worden aangebracht.

De artikelen 2 en 3 zijn niet toelaatbaar in het dispositief van het ontwerp aangezien ze, zoals ze zijn gesteld, geen normatieve strekking hebben.

De reorganisatie van afdeling XIV kan op volgende wijze worden weergegeven :

1° Vooreerst dienen de artikelen 2 en 3 van het ontwerp te worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 2. Tussen het opschrift van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, en de ondertitel 'A. Accrediteringsorganen voor artsen', ingevoegd bij hetzelfde koninklijk besluit, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd met als opschrift 'Onderafdeling 1. Accreditering van de artsen'.

Art. 3. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 2, wordt na artikel 122octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, een ondertitel B ingevoegd met het opschrift 'B. Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts', waarbij de huidige ondertitel B ('Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen') onderafdeling 2 wordt, met als opschrift 'Onderafdeling 2. Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen', van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit."

2° Vervolgens dient de inleidende zin van artikel 4 te worden gesteld als volgt :

"In ondertitel B ('Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts') van onderafdeling 1 van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 3, worden de volgende bepalingen ingevoegd :".

Met dat al is het aan de steller van het ontwerp om, voor de accreditering van de tandheelkundigen, te overwegen bepalingen aan te nemen waarvan de strekking vergelijkbaar is met die van het ontwerp.

Artikel 4

Ontworpen artikel 122octies/1

1. In paragraaf 1, eerste lid, moeten de bolletjes worden vervangen door een opsomming;

2. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, moet de dubbele punt worden weggelaten. Deze opmerking geldt eveneens voor het derde lid.

3. In paragraaf 2 dienen de woorden "zijn en" te worden weggelaten. In de Franse tekst moet het woord "en" worden vervangen door het woord "d' ".

Ontworpen artikel 122octies/2

1. De indeling van artikel 122octies/2 in paragrafen dient te vervallen, aangezien elke paragraaf maar één lid bevat.

2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, behoort de afkorting "art." te worden vervangen door het woord "artikel". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Ontworpen artikel 122octies/3

1. In het eerste lid dienen de woorden "van 12 maanden" te worden weggelaten.

2. In het tweede lid dient het woord "voorgaande" telkens te worden vervangen door het woord "eerste".

Ontworpen artikel 122octies/5

1. Opmerkingen met betrekking tot het gehele artikel :

a) de woorden "De accrediteringsperiodes worden toegekend overeenkomstig de volgende modaliteiten" dienen te worden weggelaten;

b) het is niet dienstig om een opschrift te geven aan een onderdeel van een artikel; bijgevolg dient het opschrift van de paragrafen 1 tot 5 van het ontworpen artikel 122octies/5 te worden weggelaten.

2. Met betrekking tot paragraaf 1 :

a) de punten "1." en "2." dienen te worden weggelaten;

b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « demande de démarrage » seront remplacés par les mots « demande d'accréditation de début d'activité » ; cette observation vaut pour l'ensemble du paragraphe 1^{er} ;

c) au même alinéa, les mots « qui suit l'obtention de leur agrément » seront omis de la version française ;

d) à l'alinéa 3, dans la version française, le mot « après » sera remplacé par les mots « suivant leur agrément » ;

e) au même alinéa, le mot « de » sera inséré entre les premiers mots « formation complémentaire ou » et les mots « cette activité professionnelle » ;

f) au même alinéa, les mots « d'accréditation » seront insérés entre les mots « également la demande » et les mots « de début d'activité susmentionnée » ;

g) à l'alinéa 4, il est prévu que la période d'accréditation commence « le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu la demande d'accréditation et l'arrêté d'agrément » ; il s'agit, d'après les informations obtenues auprès du délégué de la Ministre, de conditions cumulatives ; cette précision doit apparaître dans le texte du projet, d'autant qu'un médecin peut introduire une demande d'accréditation à partir du jour de sa demande d'agrément, c'est-à-dire alors que l'arrêté d'agrément n'est pas encore adopté ;

h) à l'alinéa 5, de l'accord du délégué, il y a lieu de renvoyer uniquement au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

3. En ce qui concerne le paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « qui ne répondent pas aux conditions définies au § 1^{er} » seront remplacés par les mots « qui ne se trouvent pas en début d'activité au sens du paragraphe 1^{er} » ;

b) à l'alinéa 3, les mots « pour les médecins établis » seront insérés entre les mots « [l]'accréditation » et les mots « est accordée »

4. En ce qui concerne le paragraphe 3 :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « Une » sera remplacé par le mot « La » ;

b) au même alinéa, les mots « accordée en vertu du § 1^{er}, du § 2, du § 4 ou du présent paragraphe » seront omis.

5. En ce qui concerne le paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 3, les mots « n'étaient pas » seront remplacés par les mots « ne sont pas » ;

b) en outre, interrogé à propos de l'organe visé à l'article 122octies/5, § 4, alinéa 5, le délégué de la Ministre a confirmé qu'il s'agit de la Commission de recours. Or, celle-ci ne peut pas être saisie d'une demande d'accréditation ; elle ne statue que sur les recours contre les décisions du Groupe de direction de l'accréditation, conformément à l'article 122octies, § 4, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ; remplacer les mots « Toute demande soumise » par les mots « Tout recours soumis » permettrait d'éviter la contradiction entre l'alinéa en projet et l'article 122octies, § 4, précité.

6. En ce qui concerne le paragraphe 5 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Par dérogation au § 3 et au § 4, » seront omis ;

b) au même alinéa, les mots « qui bénéficient d'une pension » seront remplacés par les mots « qui sont admis à la pension » ;

c) au même alinéa, les mots « une demande de pension » seront remplacés par les mots « une demande d'admission à la pension » ;

d) à l'alinéa 2, les mots « Cette prolongation d'une accréditation en cours accordée en vertu du § 1^{er}, du § 2 ou du § 3 ou un renouvellement » seront remplacés par les mots « La prolongation ou le renouvellement d'une accréditation, visés à l'alinéa 1^{er} » ;

e) au même alinéa, les mots « en outre, » seront omis ;

f) au même alinéa, le mot « étaient » sera remplacé par le mot « sont » ;

g) à l'alinéa 3, les mots « n'étaient pas » seront remplacés par les mots « ne sont pas » ;

h) à l'alinéa 5, les mots « visés à l'alinéa 1^{er} » seront insérés entre les mots « le renouvellement de l'accréditation » et les mots « est accordé ».

b) in het eerste lid dienen de woorden "startersaanvraag" te worden vervangen door de woorden "accrediteringsaanvraag voor de aanvang van hun activiteit"; deze opmerking geldt voor de gehele paragraaf 1;

c) in de Franse tekst van hetzelfde lid dienen de woorden "qui suit l'obtention de leur agrément" te worden weggelaten;

d) in de Franse tekst van het derde lid dient het woord "après" te worden vervangen door de woorden "suivant leur agrément";

e) in hetzelfde lid dienen de woorden "van die" te worden ingevoegd tussen de woorden "die bijkomende opleiding of", waar die voor het eerst voorkomen in dat lid, en de woorden "beroepsactiviteit";

f) in hetzelfde lid dient het woord "startersaanvraag" te worden vervangen door de woorden "accrediteringsaanvraag voor de aanvang van hun activiteit";

g) in het vierde lid wordt bepaald dat de accrediteringsperiode aanvangt "op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de Dienst de aanvraag tot accreditering en het erkenningsbesluit heeft ontvangen."; volgens de informatie die is verkregen van de gemachtigde van de Minister gaat het om cumulatieve voorwaarden; die precisering dient te worden opgenomen in de tekst van het ontwerp, des te meer daar een arts een accrediteringsaanvraag kan indienen vanaf de dag van zijn erkenningsaanvraag, dus op het moment dat zijn erkenningsbesluit nog niet is goedgekeurd;

h) de gemachtigde van de Minister is het erme eens dat in het vijfde lid enkel naar paragraaf 1, derde lid dient te worden verwezen.

3. Met betrekking tot paragraaf 2 :

a) in het eerste lid dienen de woorden "die niet vallen onder de voorwaarden bepaald door § 1" te worden vervangen door de woorden "die zich niet bevinden in de aanvangsperiode van hun activiteit in de zin van paragraaf 1";

b) in het derde lid dienen de woorden "voor de gevestigde artsen" te worden ingevoegd tussen de woorden "De accreditering" en de woorden "wordt toegekend".

4. Met betrekking tot paragraaf 3 :

a) in het eerste lid vervang men het woord "Een" door het woord "De";

b) in hetzelfde lid dienen de woorden "toegekend overeenkomstig § 1, § 2, § 4 of onderhavige paragraaf" te worden weggelaten.

5. Met betrekking tot paragraaf 4 :

a) in het derde lid dienen de woorden "niet werd" te worden vervangen door de woorden "niet wordt";

b) Voorts heeft de gemachtigde van de Minister om uitleg gevraagd over het orgaan bedoeld in artikel 122octies/5, § 4, vijfde lid, geantwoord dat het gaat om de Commissie van beroep. Die is echter niet bevoegd voor accrediteringsaanvragen; zij doet enkel uitspraak over beroepen tegen de beslissingen van de Accrediteringsstuurgroep, overeenkomstig artikel 122octies, § 4, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996; door de woorden "Elke aanvraag voorgelegd" te vervangen door de woorden "Elk beroep voorgelegd" zou de tegenstrijdigheid tussen het ontworpen lid en het voornoemd artikel 122octies, § 4, verholpen kunnen worden.

6. Met betrekking tot paragraaf 5 :

a) in het eerste lid dienen de woorden "In uitzondering op §§ 3 en 4" te worden weggelaten; voorts dient de steller van het ontwerp toe te zien op de correcte syntaxis van de Nederlandse tekst van het aldus gewijzigde lid;

b) in hetzelfde lid dienen de woorden "die reeds genieten van een pensioen" te worden vervangen door de woorden "die al op pensioen gesteld zijn";

c) in hetzelfde lid dienen de woorden "een pensioensaanvraag" te worden vervangen door de woorden "een aanvraag tot oppensioensstelling";

d) in het tweede lid dienen de woorden "Deze verlenging van een bestaande accreditering toegekend overeenkomstig § 1, § 2, § 3 of een hernieuwing" te worden vervangen door de woorden "De verlenging of de hernieuwing van een accreditering, bedoeld in het eerste lid";

e) in hetzelfde lid dient het woord "daarenboven" te worden weggelaten.

f) in hetzelfde lid dient het woord "werd" te worden vervangen door het woord "wordt".

g) in het derde lid dienen de woorden "niet werd" te worden vervangen door de woorden "niet wordt".

h) in het vijfde lid dienen de woorden "bedoeld in het eerste lid" te worden ingevoegd tussen de woorden "De verlenging of hernieuwing" en de woorden "wordt toegekend".

Article 122octies/6 en projet

L'auteur du projet confond, dans la version française de l'article 122octies/6 en projet, les causes de suspension et les causes d'exemption de l'accréditation. Pour plus de clarté, dans la version française de l'article 122octies/6, alinéa 1^{er} et 2, en projet, les mots « d'exemption » seront chaque fois remplacés par les mots « de suspension ».

Si l'auteur du projet souhaite prévoir des causes d'exemption à l'obligation d'accréditation, il doit le prévoir dans une disposition indépendante de l'article 122octies/6 en projet.

Article 122octies/7 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il apparaît contradictoire d'attendre le mois qui suit la fin d'une période d'accréditation pour déchoir son titulaire du droit d'en bénéficier. La règle de principe devrait être que la déchéance prend cours le lendemain du jour où la déclaration de déchéance est notifiée au médecin concerné.

Par contre, en ce qu'il est prévu qu'une déclaration de déchéance peut avoir une portée rétroactive, elle porte nécessairement atteinte aux droits acquis. Partant, afin d'éviter toute rétroactivité à la déclaration de déchéance, à l'alinéa 2, les mots « et elle peut être fixée de manière rétroactive sans porter préjudice aux droits acquis » seront omis.

2. Le paragraphe 2 en projet n'a pas le même objet que le paragraphe 1^{er} et doit faire l'objet d'un article distinct, numéroté 122octies/8. À suivre cette observation, la mention « § 1^{er} » sera omise.

3. Au même paragraphe devenant l'article 122octies/8, les mots « un accord total ou partiel » seront remplacés, dans la version française, par les mots « une accréditation totale ou partielle ».

Article 122octies/8 en projet

L'article 122octies/8 en projet rend les dispositions du projet relatives à la procédure d'accréditation applicables « mutatis mutandis aux pharmaciens-biologistes dont le numéro INAMI débute par 68 ».

L'article 36bis, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui constitue le seul fondement juridique de l'arrêté en projet, dispose notamment que « Le Roi détermine [...] les conditions et la procédure suivant lesquelles une réglementation en matière d'accréditation de certains médecins est instaurée ».

Il s'ensuit que cette disposition ne vise que les règles d'accréditation de certains médecins et non les pharmaciens-biologistes.

Interrogé sur ce point, le délégué de la Ministre a admis qu'aucune base juridique ne permettait de rendre les règles prévues dans le projet d'arrêté royal applicables aux pharmaciens—biologistes, même si, dans les faits, ces derniers étaient assimilés depuis plusieurs années à des médecins.

Quoi qu'il en soit, à défaut de base juridique, la réglementation en projet ne peut pas être rendue applicable aux pharmaciens-biologistes.

L'article 122octies/8 en projet sera omis.

Article 6

Même si, actuellement, c'est la même ministre qui a dans ses attributions la Santé publique et les Affaires sociales, il y a lieu, conformément à l'article 36bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, de rédiger l'article 6 comme suit :

« Les ministres qui ont la Santé publique et les Affaires sociales dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

Ontworpen artikel 122octies/6

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 122octies/6, haalt de steller van het ontwerp de gronden voor schorsing en de gronden voor vrijstelling van de accreditering door elkaar. Ter wille van de duidelijkheid dienen in de Franse tekst van het ontworpen artikel 122octies/6, eerste en tweede lid, de woorden "d'exemption" telkens te worden vervangen door de woorden "de suspension".

Indien de steller van het ontwerp wenst te voorzien in gronden voor de vrijstelling van de accrediteringsverplichting, dient hij zulks te doen in een bepaling die losstaat van het ontworpen artikel 122octies/6.

Ontworpen artikel 122octies/7

1. Met betrekking tot paragraaf 1, tweede lid, lijkt het tegenstrijdig om te wachten tot de maand die volgt op het einde van een accrediteringsperiode om de begunstigde vervallen te verklaren van zijn recht er aanspraak op te maken. De grondregel zou moeten zijn dat het verval ingaat op de dag die volgt op de dag waarop aan de betrokken arts van de vervallenverklaring kennis is gegeven.

Aangezien er daarentegen in wordt voorzien dat de vervallenverklaring terugwerkende kracht kan hebben, doet ze noodzakelijkerwijs afbreuk aan de verworven rechten. Om te voorkomen dat de vervallenverklaring enige terugwerkende kracht zou hebben, moeten in het tweede lid de woorden "en kan retroactief worden vastgesteld zonder afbreuk te doen aan verworven rechten" dan ook worden weggelaten.

2. De ontworpen paragraaf 2 heeft niet dezelfde strekking als paragraaf 1 en moet een afzonderlijk artikel vormen met als nummer 122octies/8. Ingevolge die opmerking moet de vermelding "§ 1" worden weggelaten.

3. In dezelfde paragraaf, die artikel 122octies/8 wordt, moeten de woorden "een volledig of gedeeltelijk toekenning" worden vervangen door de woorden "een volledige of gedeeltelijke accreditering".

Ontworpen artikel 122octies/8

Bij het ontworpen artikel 122octies/8 worden de bepalingen van het ontwerp met betrekking tot de accrediteringsprocedure "mutatis mutandis toepasbaar [gemaakt] op de apothekers-biologen met een RIZIV-nummer dat met 68 begint".

Artikel 36bis, § 1, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994, dat de enige rechtsgrond vormt voor het ontworpen besluit, stelt inzonderheid dat de Koning "de voorwaarden en de procedure [bepaalt] overeenkomstig dewelke een regeling inzake accreditering van sommige geneesheren wordt ingesteld".

Daaruit volgt dat die bepaling enkel betrekking heeft op de accrediteringsregels van bepaalde artsen en niet op die van de apothekers-biologen.

Op een vraag hierover heeft de gemachtigde van de Minister toegegeven dat geen enkele rechtsgrond het mogelijk maakte de in het ontwerp van koninklijk besluit vervatte regels toepasselijk te maken op de apothekers-biologen, zelfs al worden die laatsten, *de facto*, al verscheidene jaren gelijkgesteld met artsen.

Hoe dan ook kan de ontworpen regelgeving bij gebrek aan rechtsgrond niet toepasselijk worden gemaakt op de apothekers-biologen.

Het ontworpen artikel 122octies/8 dient te vervallen.

Artikel 6

Hoewel momenteel dezelfde minister bevoegd is voor zowel Volksgezondheid als Sociale Zaken, dient overeenkomstig artikel 36bis, § 1, eerste lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 6 te worden gesteld als volgt :

"De minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

19 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 36bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 10 décembre 1997 ;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

Sur proposition de la Commission nationale médico-mutualiste, faite le 22 février 2016;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 25 avril 2016;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 2 mai 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} septembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 2016;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis 61.677/2 du Conseil d'État, donné le 10 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de la section XIV du chapitre Ier du titre II de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par l'intitulé suivant : « Accréditation ».

Art. 2. Entre l'intitulé de la section XIV du chapitre Ier du titre II du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, et le sous-titre 'A. Organes d'accréditation pour médecins', inséré par le même arrêté royal, il est inséré une sous-section 1, intitulée 'Sous-section 1. Accréditation des médecins'

Art. 3. Au sein de la sous-section 1 insérée par l'article 2, il est inséré, après l'article 122octies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, un sous-titre B, intitulé 'B. Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins', l'actuel sous-titre B ('Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire') devenant la sous-section 2, intitulée 'Sous-section 2. Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire', de la section XIV du chapitre Ier du titre II du même arrêté.

Art. 4. Au sein du sous-titre B ('Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins') de la sous-section 1 de la section XIV du chapitre Ier du titre II du même arrêté, inséré par l'article 3, sont insérées les dispositions suivantes :

«Art.122octies/1

§ 1^{er}. Afin de pouvoir prétendre à l'accréditation, chaque médecin doit :

- 1) exercer son activité principale en Belgique;
- 2) être agréé comme médecin généraliste ou médecin spécialiste ;
- 3) suivre une formation continue ;
- 4) prêter son concours à des initiatives d'évaluation de la qualité, organisées par des pairs pour la discipline concernée et être au minimum inscrit dans un groupe local d'évaluation médicale auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ;
- 5) avoir atteint pour l'année civile précédente un seuil d'activité tel que fixé par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico-mutualiste, exception faite pour les jeunes médecins dans leurs 4 premières années de pratique ;
- 6) assurer la continuité des soins selon les dispositions de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015.

19 SEPTEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 36bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 10 december 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het voorstel van de Nationale commissie artsenziektenfondsen, gedaan op 22 februari 2016;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 25 april 2016;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 2 mei 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 september 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 2 december 2016;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 61.677/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van de afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen door het volgende opschrift : "Accreditering".

Art. 2. Tussen het opschrift van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, en de ondertitel 'A. Accrediteringsorganen voor artsen', ingevoegd bij hetzelfde koninklijk besluit, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd met als opschrift 'Onderafdeling 1. Accreditering van de artsen'

Art. 3. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 2, wordt na artikel 122octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, een ondertitel B ingevoegd met het opschrift 'B. Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts', waarbij de huidige ondertitel B ('Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen') onderafdeling 2 wordt, met als opschrift 'Onderafdeling 2. Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen', van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit.

Art. 4. In ondertitel B ('Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts') van onderafdeling 1 van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 3, worden de volgende bepalingen ingevoegd :

"Art.122octies/1

§ 1. Teneinde voor accreditering in aanmerking te komen dient elke arts :

- 1) zijn hoofdactiviteit in België uit te oefenen;
- 2) erkend te zijn als huisarts of arts-specialist;
- 3) een navorming volgen;
- 4) zijn volledige medewerking te verlenen aan initiatieven tot kwaliteitsevaluatie georganiseerd voor de betrokken discipline door de ambtsgenoten en minimaal te zijn ingeschreven in een lokale kwaliteitsgroep bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 5) tijdens het voorgaande kalenderjaar een activiteitsdrempel te hebben bereikt, zoals vastgesteld door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziektenfondsen. Deze voorwaarde geldt niet voor artsen tijdens de eerste vier praktijkjaren;
- 6) De continuïteit van de verzorging te verzekeren overeenkomstig de bepalingen van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015.

En outre, chaque médecin généraliste doit

7) tenir un dossier médical par patient et avec l'accord du patient échanger avec tout autre médecin, consulté par le patient et/ou qui le soigne, tous les éléments de ce dossier, qui sont utiles à l'établissement du diagnostic et du traitement.

En outre, chaque médecin spécialiste doit

8) avec l'accord du patient transmettre au médecin généraliste consulté par le patient et/ou qui le soigne et échanger avec lui toutes les données médicales utiles par dossier de patient en matière de diagnostic et de traitement.

§ 2. Les conditions prescrites au § 1^{er} restent d'application pendant les périodes d'accréditation. Le médecin qui ne remplit plus ces conditions perd l'accréditation et le droit à l'accréditation à partir du mois suivant le mois au cours duquel les conditions ne sont plus remplies.

§ 3. Les modalités de constatation et de vérification des conditions prescrites au § 1^{er} sont fixées par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico-mutualiste.

Art.122octies/2

Le médecin introduit la demande d'accréditation auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie—invalidité, service des relations avec les médecins, conformément aux conditions fixées par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico—mutualiste.

Chaque demande doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires, conformément aux conditions fixées par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico-mutualiste.

Par cette demande, le médecin s'engage à remplir et à continuer à remplir les conditions énumérées à l'article122octies/1^{er}, § 1^{er}. En outre, le médecin s'engage à remplir les conditions de formation continue prescrites à l'article122octies/4.

Art.122octies/3

Une accréditation peut être accordée pour une période d'une ou de plusieurs années d'accréditation. Ces années d'accréditation commencent toujours le premier jour du mois.

Chaque période d'accréditation est constituée d'une ou de plusieurs périodes de référence de 12 mois. Ces périodes de référence commencent 2 mois avant le début des années d'accréditation mentionnées à l'alinéa 1^{er} et se terminent 2 mois avant la fin des années d'accréditation mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

Art.122octies/4

Pendant chaque période de référence, le médecin a l'obligation de suivre une formation continue. Les modalités et les conditions de cette formation continue sont fixées par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico-mutualiste. Cette formation continue implique au moins l'obligation d'obtenir 20 *credit points* (CP) dont 3 CP en rubrique « éthique et économie » et 2 participations aux réunions du groupe local d'évaluation de la qualité médicale auquel le médecin est inscrit, par période de référence de 12 mois comme définie à l'article122octies/3.

Art.122octies/5

§ 1^{er}. Les médecins peuvent introduire une demande d'accréditation de début d'activité à partir du jour de leur demande d'agrément de médecin généraliste ou de médecin spécialiste auprès de l'autorité compétente et jusqu'à trois mois après le jour où l'agrément a été accordé.

L'échéance est comprise dans le délai. Toutefois, si elle tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Les médecins qui, au moment de leur agrément ou dans les trois mois suivant leur agrément, suivent une formation liée à leur spécialité ou partent à l'étranger pour y exercer la médecine peuvent obtenir une accréditation de début d'activité à la fin de cette formation complémentaire ou de cette activité professionnelle à l'étranger s'ils fournissent une preuve de leur période de formation complémentaire ou de leur activité à l'étranger et qu'ils introduisent également la demande de début d'activité susmentionnée, au plus tard dans les trois mois après le début de leur activité dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire.

Daarenboven dient elke huisarts

7) een medisch dossier per patiënt bij te houden en alle gegevens van dat dossier die nuttig zijn voor het vaststellen van de diagnose en van de behandeling, met toestemming van de patiënt uit te wisselen met elke andere arts die door de patiënt wordt geraadpleegd en/of die hem verzorgt.

Daarenboven dient elke arts-specialist

8) met toestemming van de patiënt alle nuttige medische gegevens inzake diagnose en behandeling per patiëntendossier aan de huisarts die door de patiënt wordt geraadpleegd en/of die hem verzorgt, mee te delen en met hem uit te wisselen.

§ 2. De in § 1 voorgeschreven voorwaarden blijven van toepassing gedurende periodes van accreditering. Een arts die niet meer aan deze voorwaarden voldoet, verliest met ingang van de maand volgend op de maand waarin de niet meer aan de voorwaarden is voldaan de accreditering en het recht daarop.

§ 3. De modaliteiten tot vaststelling en verificatie van de in § 1 voorgeschreven voorwaarden worden vastgelegd door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziekenfondsen.

Art.122octies/2

De arts dient de aanvraag tot accreditering in bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut van ziekte- en invaliditeitsverzekering, Afdeling relaties met de artsen, overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziekenfondsen.

Elke aanvraag wordt voorzien van de nodige bewijsstukken, overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziekenfondsen.

Middels deze aanvraag verbindt de arts zich ertoe te voldoen en te blijven voldoen aan de voorwaarden opgesomd in artikel122octies/1 § 1. Daarenboven verbindt de arts zich ertoe te voldoen aan de navormingsvoorwaarden voorgeschreven in artikel122octies/4.

Art.122octies/3

Een accreditering kan worden toegekend voor een periode van één of meerdere accrediteringsjaren. Deze accrediteringsjaren vangen steeds aan op de eerste dag van een maand.

Elke accrediteringsperiode is opgebouwd uit één of meerdere referentieperiodes van 12 maanden. Deze referentieperiodes vangen aan 2 maanden voor het begin van de accrediteringsjaren voornoemd in het eerste lid en eindigen 2 maanden voor het einde van de accrediteringsjaren voornoemd in het eerste lid.

Art.122octies/4

Tijdens elke referentieperiode rust op de arts de verplichting zich bij te scholen. De modaliteiten en voorwaarden van deze navorming worden vastgelegd door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziekenfondsen. De navorming omvat ten minste de verplichting tot het verwerven van 20 *credit points* waaronder 3 *credit points* in het deelgebied ethiek en economie en 2 deelnames aan de vergaderingen van de lokale evaluatiegroep van de medische kwaliteit waarbij men is ingeschreven per referentieperiode van 12 maanden zoals bepaald in artikel122 octies/3.

Art.122octies/5

§ 1. Artsen kunnen een accrediteringsaanvraag voor de aanvang van hun activiteit indienen vanaf de dag dat hun erkenning tot huisarts of arts-specialist bij de bevoegde overheid is aangevraagd en tot drie maanden na de dag waarop deze erkenning is uitgevaardigd.

De vervalddag is in de termijn begrepen. Is die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt de vervalddag verplaatst op de eerstvolgende werkdag.

De artsen, die op het moment van hun erkenning of binnen de drie maanden na hun erkenning een opleiding volgen die bij hun specialisme aansluit, of naar het buitenland vertrekken om er geneeskunde te beoefenen kunnen aan het einde van die bijkomende opleiding of van die beroepsactiviteit in het buitenland de accreditering voor de aanvang van hun activiteit bekomen indien zij uiterlijk binnen de drie maanden na aanvang van hun activiteit in de verplichte ziekteverzekering een bewijs indienen van hun periode van bijkomende opleiding respectievelijk hun activiteit in het buitenland en tevens de voormelde startersaanvraag indienen.

La période de l'accréditation de début d'activité dure une année. Elle commence le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu la demande d'accréditation ainsi que l'arrêté d'agrément.

Dans les cas définis au § 1^{er}, alinéa 3, moyennant approbation du groupe de direction de l'accréditation, l'accréditation de début d'activité commence au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la réception de la demande conforme.

§ 2. Les médecins qui ne se trouvent pas en début d'activité au sens du paragraphe 1^{er} sont considérés comme des médecins établis

Les médecins établis peuvent obtenir une première accréditation s'ils remplissent les conditions de l'article 122octies/1^{er}, § 1^{er}, et si pendant les douze mois précédant la demande, ils ont suivi une formation continue équivalente à celle spécifiée à l'article 122octies/4.

L'accréditation pour les médecins établis est accordée pour une période de trois ans et, moyennant l'approbation du groupe de direction de l'accréditation, prend cours au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu une demande conforme.

§ 3. La prolongation d'une accréditation en cours peut être obtenue pour autant que les conditions de l'article 122octies/1^{er}, § 1^{er}, soient remplies et que pendant la ou les périodes de référence de la période d'accréditation à prolonger, les conditions de l'article 122octies/4 aient été remplies.

La demande de prolongation doit être introduite au plus tard 2 mois avant l'expiration de la période d'accréditation en cours.

La prolongation de l'accréditation est accordée pour une période de trois ans et, moyennant l'approbation du groupe de direction de l'accréditation, prend cours au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu une demande conforme et au plus tôt à la fin de la période d'accréditation précédente.

§ 4. Un renouvellement de l'accréditation peut être accordé aux médecins à qui il avait déjà été accordé une accréditation qui est expirée ou va expirer moins de deux mois après l'introduction de la demande, pour autant que les conditions de l'article 122octies/1^{er}, § 1^{er}, soient remplies et que, pendant la ou les périodes de référence de la période d'accréditation expirée ou devant expirer, les conditions de l'article 122octies/4 aient été remplies.

Le renouvellement est accordé pour une période de trois ans et, moyennant l'approbation du groupe de direction de l'accréditation, prend cours au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu une demande conforme et au plus tôt à la fin de la période d'accréditation précédente.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un renouvellement peut être accordé même si les conditions de l'article 122octies/4 ne sont pas remplies pendant la ou les périodes de référence de la période d'accréditation expirée ou devant expirer, à condition que le médecin ne se trouve pas dans une période où il a été déchu du droit à l'accréditation en vertu de l'article 122octies/7 et à condition que pendant les douze mois précédant la demande, il ait suivi une formation continue équivalente à celle spécifiée à l'article 122octies/4.

Dans pareil cas, le renouvellement de l'accréditation est accordé pour une période d'un an et, moyennant l'approbation du groupe de direction de l'accréditation, prend cours au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu une demande conforme et au plus tôt à la fin de la période d'accréditation précédente.

Tout recours soumis à l'organe précisé à l'article 122octies est considérée comme une demande de renouvellement de l'accréditation dont les modalités, y compris l'éventuelle période d'accréditation, sont fixées par cet organe de manière raisonnable et équitable.

§ 5. Les médecins qui sont admis à la pension ou qui ont introduit une demande d'admission à la pension peuvent introduire une demande de prolongation ou de renouvellement de leur accréditation dans le cadre du régime de fin de carrière.

De periode van de accreditering voor de aanvang van hun activiteit bedraagt één accrediteringsjaar en vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de Dienst zowel de aanvraag tot accreditering als het erkenningsbesluit heeft ontvangen.

In de gevallen bepaald in § 1 lid 3 vangt de accreditering voor de aanvang van hun activiteit mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de ontvangst van de conforme aanvraag.

§ 2. Artsen die zich niet bevinden in de aanvangsperiode van hun activiteit in de zin van paragraaf 1 worden beschouwd als gevestigde artsen.

Gevestigde artsen kunnen een eerste accreditering verkrijgen mits is voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/1 § 1 en gedurende de periode van twaalf maanden die aan de aanvraag vooraf gaat een navorming werd gevolgd gelijk aan deze als gespecificeerd in artikel 122octies/4.

De accreditering voor gevestigde artsen wordt toegekend voor een periode van drie accrediteringsjaren en vangt mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de Dienst een conforme aanvraag heeft ontvangen.

§ 3. De verlenging van een bestaande accreditering kan worden verkregen op voorwaarde dat is voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/1 § 1 en gedurende de referentieperiode(n) van de te verlengen accrediteringsperiode werd voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/4.

Een aanvraag tot verlenging moet ten laatste 2 maanden vóór het verstrijken van de lopende accrediteringsperiode worden ingediend.

De verlenging wordt toegekend voor een periode van drie accrediteringsjaren en vangt mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de Dienst een conforme aanvraag heeft ontvangen en ten vroegste na afloop van de voorafgaande accrediteringsperiode.

§ 4. Een hernieuwing van accreditering kan worden toegekend aan artsen aan welke voorheen een accreditering werd toegekend welke reeds is afgelopen of welke aflopen zal in een periode minder dan 2 maanden na de indiening van de aanvraag, mits is voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/1 § 1 en mits gedurende de referentieperiode(n) van de af te lopen of afgelopen accrediteringsperiode werd voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/4.

De hernieuwing wordt toegekend voor een periode van drie accrediteringsjaren en vangt mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de Dienst een conforme aanvraag heeft ontvangen en ten vroegste na afloop van de voorafgaande accrediteringsperiode.

In uitzondering op lid 1 kan een hernieuwing worden toegekend indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/4 gedurende de referentieperiode(n) van de af te lopen of afgelopen accrediteringsperiode mits de arts niet in een periode verkeert waarin deze van het recht op accreditering vervallen is verklaard overeenkomstig artikel 122octies/7 en mits deze in de periode van twaalf maanden die aan de aanvraag vooraf gaat een navorming heeft gevolgd gelijk aan deze als gespecificeerd in artikel 122octies/4.

In dergelijk geval wordt de hernieuwing toegekend voor een periode van één accrediteringsjaar en vangt mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de Dienst een conforme aanvraag heeft ontvangen en ten vroegste na afloop van de voorafgaande accrediteringsperiode.

Elk beroep voorgelegd aan het orgaan gepreciseerd in artikel 122octies wordt beschouwd als een aanvraag tot een hernieuwing van accreditering waarvan de modaliteiten inclusief de eventuele periode van accreditering naar redelijkheid en billijkheid wordt vastgesteld door dit orgaan.

§ 5. Artsen die die al op pensioen gesteld zijn of een aanvraag tot pensioenstelling hebben ingediend, kunnen een aanvraag tot verlenging of hernieuwing van hun accreditering indienen binnen het kader van een einde loopbaanregime.

La prolongation ou le renouvellement d'une accréditation, visés à l'alinéa 1^{er} peut être obtenu si les conditions de l'article 122octies/1^{er}, § 1^{er}, sont remplies, sauf la condition relative au seuil d'activité, et si pendant la ou les périodes de référence de la période d'accréditation expirée ou devant expirer, les conditions de l'article 122octies/4 sont remplies.

Par dérogation à l'alinéa précédent, un renouvellement peut être accordé même si les conditions de l'article 122octies/4 ne sont pas remplies pendant la ou les périodes de référence de la période d'accréditation expirée ou devant expirer, à condition que le médecin ne se trouve pas dans une période où il a été déchu du droit à l'accréditation en vertu de l'article 122octies/7 et à condition que pendant les douze mois précédant la demande, il ait suivi une formation continue équivalente à celle spécifiée à l'article 122octies/4.

La demande de prolongation dans le cadre d'un régime de fin de carrière doit être introduite au plus tard 2 mois avant l'expiration de la période d'accréditation en cours et elle peut être répétée.

La prolongation ou le renouvellement de l'accréditation visés à l'alinéa 1^{er} est accordé pour une période d'un an et, moyennant l'approbation du groupe de direction de l'accréditation, prend cours au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu une demande conforme et au plus tôt à la fin de la période d'accréditation précédente.

Art. 122octies/6

Les périodes définies en vertu de l'article 122octies/5 et/ou les conditions précisées aux articles 122octies/1^{er} et 122octies/4 peuvent être suspendues par une ou des période(s) en cas de situations de force majeure, une activité professionnelle exclusive à l'étranger ou une formation complémentaire à l'étranger et d'autres circonstances de suspension conformément aux conditions et modalités fixées par le ministre sur la proposition de la Commission nationale médico-mutualiste.

Le médecin qui souhaite invoquer des circonstances de suspension doit, sous peine de forclusion, en informer le Service au préalable pour autant que ces circonstances soient prévisibles.

Art. 122octies/7

Les médecins pour lesquels il a été constaté que lors de leur dernière période d'accréditation accordée, ils ne remplissaient pas les conditions telles que fixées à l'article 122octies/1^{er}, § 1^{er}, et à l'article 122octies/4, peuvent être déchus du droit de bénéficier de l'accréditation pour un nombre de périodes d'accréditation égal au nombre d'années d'accréditation pendant lesquelles ces conditions n'étaient pas remplies.

Cette déclaration de déchéance prend cours le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel la dernière période d'accréditation accordée a pris fin et elle peut être fixée de manière rétroactive sans porter préjudice aux droits acquis.

Art. 122octies/8

Les décisions du groupe de Direction de l'Accréditation concernant l'accréditation individuelle sont motivées. Elles peuvent inclure une accréditation totale ou partielle, une suspension, un refus ou une déclaration de déchéance. Elles peuvent être assorties de conditions, notamment la condition de remboursement par le médecin concerné des forfaits d'accréditation versés indûment. L'Institut national d'assurance maladie-invalidité est chargé de récupérer les montants indus.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Les ministres qui ont la Santé publique et les Affaires sociales dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

De verlenging of de hernieuwing van een accreditering, bedoeld in het eerste lid kan worden verkregen mits is voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/1 § 1 behoudens de voorwaarde inzake activiteitsdrempel en gedurende de referentieperiode(n) van de afgelopen of af te lopen te verlengen accrediteringsperiode wordt voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/4.

In uitzondering op het voorgaande lid kan een hernieuwing worden toegekend indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden van artikel 122octies/4 gedurende de referentieperiode(n) van de af te lopen of afgelopen accrediteringsperiode mits de arts niet in een periode van afgelopen accrediteringsperiode mits de arts niet in een periode verkeert waarin deze van het recht op accreditering vervallen is verklaard overeenkomstig artikel 122octies/7 en mits deze in de periode van twaalf maanden die aan de aanvraag vooraf gaat een navorming heeft gevolgd gelijk aan deze als gespecificeerd in artikel 122octies/4.

De aanvraag tot verlenging binnen het kader van een einde loopbaanregime moet ten laatste 2 maanden vóór het verstrijken van de lopende accrediteringsperiode worden ingediend en kan worden herhaald.

De verlenging of hernieuwing bedoeld in het eerste lid wordt toegekend voor een periode van één accrediteringsjaar en vangt mits goedkeuring van de Accrediteringsstuurgroep ten laatste aan op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de Dienst een conforme aanvraag heeft ontvangen en ten vroegste na afloop van de voorafgaande accrediteringsperiode.

Art. 122octies/6

De perioden gedefinieerd overeenkomstig artikel 122octies/5 en/of de voorwaarden gepreciseerd in de artikelen 122octies/1 en 122octies/4 kunnen worden geschorst door een of meerdere periode(n) van gevallen van overmacht, exclusieve beroepsactiviteit in het in het buitenland of bijkomende opleiding in het buitenland en andere schorsende omstandigheden overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd door de minister op voorstel van de Nationale Commissie Artsen-Ziekenfondsen.

De arts die zich op schorsende omstandigheden wenst te beroepen dient op straffe van verval de Dienst hiervan voorafgaandelijk op de hoogte te stellen voor zover deze omstandigheden voorzienbaar zijn.

Art. 122octies/7

Artsen waarvan wordt vastgesteld dat zij tijdens hun laatst toegekende accrediteringsperiode niet hebben voldaan aan de voorwaarden als neergelegd in artikel 122octies/1 § 1 en artikel 122octies/4 kunnen van het recht om voor accreditering in aanmerking te komen worden vervallen verklaard voor zoveel perioden van twaalf maanden als het aantal accrediteringsjaren waarin niet aan deze voorwaarden werd voldaan.

Deze vervallenverklaring neemt een aanvang op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de laatst toegekende accrediteringsperiode een eind heeft genomen en kan retroactief worden vastgesteld zonder afbreuk te doen aan verworven rechten.

Art. 122octies/8

De beslissingen van de Accrediteringsstuurgroep betreffende de individuele accreditering van de artsen zijn gemotiveerd. Zij kunnen namelijk een volledig of gedeeltelijke accreditering omvatten, een schorsing, een weigering of een vervallenverklaring. Zij kunnen gepaard gaan met voorwaarden, in het bijzonder de voorwaarde dat de arts de onverschuldigde uitbetaalde accrediteringsforfaits terugbetaalt. Het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering is belast met de recuperatie van de onverschuldigde bedragen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK